

Les villes tirent-elles leur épingle des Jeux?

Dominique Forget

Les finales ont été disputées, des records ont été battus, les médailles ont été remises. Mais la page des Jeux olympiques d'Athènes est loin d'être tournée. Après la fête, il faut, en effet, payer la note. Les chiffres officiels ne sont pas encore connus, mais selon diverses sources, la facture finale pourrait s'élever à 8 milliards d'euros, soit 75 % de plus que les 4,6 milliards qui avaient été prévus au départ. Plusieurs décennies pourraient s'écouler avant que les Athéniens n'aient fini de payer pour ces Jeux, les plus onéreux de l'histoire olympique.

Les Montréalais sympathisent. L'organisation des Jeux de 1976 a coûté pas moins de 1,6 milliard de dollars et creusé un déficit de 1 milliard. La dette devrait être remboursée en 2006, 30 ans après l'événement! Et avec la disparition des Expos, le Stade olympique se cherche toujours une vocation... Les contribuables de l'État de Nouvelles-Galles du Sud, en Australie, se trouvent dans le même embarras. Les Jeux de Sydney ont coûté 6,6 milliards de dollars et entraîné un déficit de 1,4 milliard. À elle seule, la maintenance des sites olympiques occasionne des dépenses de 33 millions de dollars par année.

Les villes choisies pour accueillir les Jeux olympiques sont-elles réellement gagnantes? Françoise Mommens, chargée de veille au Réseau de veille en tourisme (RVT) de l'UQAM, s'est intéressée à la question au cours de l'été. Elle a publié trois articles sur le sujet pour le compte du RVT, dont

le dernier portait sur Vancouver et les avis partagés qu'entretiennent les élus et les gestionnaires face à la venue des Jeux dans leur ville en 2010. «Certains croient que l'événement va ruiner les contribuables alors que d'autres assurent qu'il va donner un bon coup de pouce à l'économie locale», résume-t-elle.

Le cas de Los Angeles

Car les Jeux peuvent bel et bien être profitables pour une ville. Pour preuve, en 1984, Los Angeles a réussi à dégager des bénéfices de 200 millions de dollars en organisant les Jeux d'été. Le contexte était toutefois particulier. Après l'attentat terroriste de Munich en 1972 et la banqueroute de Montréal en 1976, aucune ville n'était prête à poser sa candidature pour 1984. Los Angeles a accepté... à condition de ne pas investir dans de nouvelles infrastructures coûteuses. Les organisateurs se sont félicités.

«Les Jeux peuvent générer des bénéfices autant avant que pendant ou après les deux semaines de compétitions», note Mme Mommens. En effet, les villes commencent parfois à se préparer pour le Grand jour dix ans avant qu'on allume la flamme olympique chez elles. Les carnets de commande des entreprises spécialisées en construction ne dérougissent pas. C'est aussi une période de vaches grasses pour les firmes qui œuvrent dans les communications ou l'organisation d'événements.

Pendant les compétitions, c'est l'industrie du tourisme qui y trouve son compte. Des milliers d'emplois sont créés et les revenus issus de la re-

transmission télé et des commandes foisonnent. Une fois la flamme éteinte, les retombées continuent à se faire sentir. Des études montrent qu'en règle générale, le nombre de visiteurs dans les villes-hôtes augmente de 25 % dans l'année suivant les Jeux. En outre, les Jeux olympiques sont un moteur important pour la croissance du marché des congrès. «L'organisation des JO témoigne de la capacité d'une ville à accueillir des événements majeurs de classe internationale, note Mme Mommens. Malheureusement, ce type de retombées est difficile à évaluer.»

Et Vancouver... ?

Qu'en est-il pour Vancouver? Selon les prévisions actuelles, les Jeux olympiques et paralympiques devraient coûter près de 2 milliards de dollars, soit un peu plus de 1,3 milliard pour les opérations et 600 millions en infrastructures. De nouvelles routes et systèmes de transport seront aménagés, deux villages d'athlètes seront construits et des sommes colossales seront investies dans des campagnes de promotion. Selon les organisateurs, ces dépenses seront en grande partie remboursées par les recettes provenant de la radio et de la télédiffusion (50 % des recettes), par les commandes de sociétés (40 %), par la vente de billets (8 %) et par la vente de permis (2 %).

«L'Alliance canadienne du tourisme sportif (ACTS) a récemment développé un outil appelé Modèle d'évaluation économique du tourisme sportif (MEETS) qui aide à prévoir l'impact économique des événements sportifs, explique Mme Mommens.



Photo : Martin Brault

Françoise Mommens, chargée de veille au Réseau de veille en tourisme (RVT) de l'UQAM.

L'usager entre des données socioéconomiques sur les participants et les spectateurs ainsi que de l'information sur le plan d'affaires de l'événement. Le modèle calcule ensuite les dépenses et les bénéfices. Mais certains facteurs sont difficiles à prévoir. Par exemple, les hôteliers grecs pensaient afficher complet pendant les Jeux. Ils ont même augmenté leurs tarifs, mais malheureusement les clients n'ont pas suivi.»

Ainsi, malgré les outils dispo-

nibles, il reste difficile pour une ville de prévoir l'impact économique qu'aura l'organisation des Jeux sur son bilan fiscal. Selon Mme Mommens, les élus ne devraient donc pas se lancer dans l'aventure en espérant remplir leurs coffres. Ils devraient plutôt miser sur autre chose : une occasion d'accélérer le développement social de leur région et de consolider leur place sur la scène internationale. «Ce genre de retombées n'a pas de prix», souligne-t-elle ●